

*Questions orales*

des emplois de l'ère spatiale— au sein d'une petite localité de Colombie-Britannique.

Cette fermeture d'usine et cette perte d'emplois se produisent moins de deux ans après janvier 1989, date à laquelle le ministre de l'époque et Investissement Canada ont approuvé la vente de cette ancienne division Cominco à Johnson-Matthey, tout en assurant à tout le monde que Johnson-Matthey avait signé un bail de 125 ans et n'avait pas l'intention de déplacer l'usine.

Quelles mesures a-t-il prises pour s'assurer que Johnson-Matthey respecte les engagements qu'elle a vraisemblablement pris auprès d'Investissement Canada et de son gouvernement il y a 22 mois à peine? Quels étaient en fait ces engagements et que fait-il pour conserver ces emplois de pointe au Canada?

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie):** Madame la Présidente, je tiens à dire tout d'abord que nous sommes bien entendu toujours sensibles à une localité comme Trail qui va perdre près de 90 emplois de pointe. Mon collègue a raison. Mais il sait très bien que le problème qui se pose, c'est la baisse de la demande du genre de production qui se fait à Trail, notamment pour l'industrie militaire.

C'est pour cette raison que la société a décidé de rationaliser ses opérations. Évidemment, si un engagement a été pris. . .

**Des voix:** Quelle honte!

**Mme Campbell (South West Nova):** Donnez une définition de la rationalisation au Canada.

**M. Bouchard (Roberval):** Je pense, madame la Présidente, que ceci n'intéresse pas les députés, contrairement aux employés de Trail. Absolument.

**Des voix:** Bravo!

**M. Bouchard (Roberval):** Si le ministère de l'Industrie a conclu des ententes avec cette société, les fonctionnaires vérifieront tout ce qui a été signé. Encore une fois, si les engagements pris n'ont pas été respectés, le ministère prendra les mêmes mesures qu'il a prises dans le cas d'une autre société, la société Varsity, à propos desquelles vous avez été complètement d'accord. En d'autres termes, nous avons conclu une affaire et nous essaierons d'obtenir le même genre d'engagement.

**M. Lyle Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke):** Madame la Présidente, à ce propos, j'ai prévenu le cabinet du ministre de ma question hier et j'espérais qu'il se serait renseigné entretemps pour pouvoir me dire si des engagements avaient effectivement été pris.

Il y aussi la question des quelque trois millions de dollars versés au fonds canado-américain de recherche et de développement de cette entreprise ces dernières années. Même si le gouvernement n'a obtenu aucune garantie de la part de Johnson-Matthey en échange de l'approbation d'Investissement Canada ou du montant versé à son fonds de R-D, le ministre reconnaît-il au moins que le gouvernement a une obligation morale envers ces 95 Canadiens qui sont sur le point de perdre leur emploi au profit des Américains et compte-t-il venir en aide aux collectivités de Trail et de Warfield afin de les aider à trouver de nouveaux débouchés pour pallier la fermeture de Johnson-Matthey?

Accepte-t-il cette responsabilité? Est-il déjà intervenu? Compte-t-il le faire? Comment et quand?

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie):** Madame la Présidente, je voudrais d'abord faire une petite rectification. Une partie des installations de production seront déménagées à Victoria, en Colombie-Britannique.

**Une voix:** Minimé.

**M. Bouchard (Roberval):** Minimé effectivement, mais c'est quand même mieux que rien.

Deuxièmement, je tiens à rappeler encore une fois qu'il y a bien des possibilités d'obtenir de l'aide, en particulier auprès de ma collègue, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Nous sommes toujours ouverts.

**Mme McDougall:** C'est exact.

**M. Bouchard (Roberval):** Chaque jour, nous avons différents pourparlers avec ces travailleurs ainsi qu'avec les entreprises. Normalement, nous trouvons la solution.

Mon collègue indique qu'il m'a donné avis de la question hier; c'est parce que je suis sérieux que je ne voulais pas donner une réponse qui ne veut rien dire aujourd'hui.

\* \* \*

[Français]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

**M. David Kilgour (Edmonton-Sud-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

[Traduction]

Le D<sup>r</sup> Nguyen Dan Que, dont les deux frères qui habitent Montréal se trouvent aujourd'hui à la tribune. . .